

Coup de chaud sur la rentrée : organisons la riposte du monde du travail !

Selon un sondage récent réalisé pour Le Monde, la colère et l'inquiétude montent en France. Première préoccupation : le pouvoir d'achat, alors que les prix à la pompe flambent et qu'il coûte de plus en plus cher de venir travailler.

Depuis la rentrée, le gouvernement multiplie les annonces sur les attaques qu'il prépare, sous prétexte de réduction du déficit budgétaire. Voilà qu'il s'en prend aux retraites, sur lesquelles il voudrait économiser 6 milliards.

Actifs, privés d'emplois ou retraités : tous attaqués

Ce sont en tout 30 milliards d'euros que le gouvernement prévoit de trouver dans nos poches. Pour les retraités, il envisage de supprimer l'abattement de 10 % de l'impôt sur le revenu, ou de ne plus indexer les pensions sur l'inflation, ou les deux ! Alors que les prix s'envolent, qu'il s'agisse du gaz, de l'électricité, des denrées alimentaires ou du carburant. Selon l'Insee, plus de 4 millions de familles dépensent plus d'un mois de leurs revenus annuels pour faire le plein ! Mais pour le patronat, réuni lors de son université d'été, la simple idée d'augmenter les salaires provoque l'hilarité générale. De leur côté, celui de la bourgeoisie, ils pensent n'avoir pas de bile à se faire, puisque le gouvernement à leur service rivalise d'ingéniosité pour leur plaire. Dernière trouvaille : faciliter toujours plus la transmission du patrimoine pour hériter d'entreprises ou de sommes d'argent. Pendant ce temps, pour mieux faire oublier l'oppression d'une classe sociale sur une autre, les xénophobes de tout acabit cherchent à nous diviser selon nos origines et couleurs de peaux.

Une arrogance bourgeoise... qui emmène la planète droit dans le mur !

Cette soif de profit des capitalistes conduit à exploiter toujours plus les travailleurs et travailleuses, mais aussi à détruire davantage l'environnement. Nous en avons fait les frais cet été lors des canicules à répétition. Il a fallu continuer à travailler, quitte à mettre notre santé en péril, tenter de se reposer dans des logements en surchauffe, sans que les pompiers aient les moyens suffisants pour faire face aux méga-feux.

Mais le gouvernement vient d'annoncer l'annulation de 157 millions d'euros de crédit consacrés à la transition écologique et le « plan d'urgence » de 60 millions d'euros pour la rénovation thermique des écoles a été réduit à 16 millions, une misère, alors qu'à la rentrée, de nombreux établissements scolaires du sud de la France ont encore dû annuler les cours l'après-midi à cause d'un pic de chaleur.

Imposer notre plan d'urgence

Il y a urgence pour le climat, urgence pour nos salaires et nos conditions de travail. Il y a aussi urgence pour l'emploi, face aux plans de licenciements qui se multiplient et au chômage qui repart à la hausse. Mais pour imposer les mesures nécessaires, nous ne pourrions compter que sur nous-mêmes. Imposer 400 euros de plus par mois, l'échelle mobile des salaires en fonction de la hausse des prix, le blocage des prix, contrôlé par les consommateurs, l'interdiction des licenciements, l'isolation thermique des bâtiments scolaires et des logements, les moyens nécessaires à tous les services publics, y compris la lutte contre les incendies.

Des grèves ont déjà lieu dans des établissements scolaires contre les conditions de rentrée, dans les bus RATP, vendus par lots au privé, dans le social, etc. Mais il faudrait s'y mettre tous ensemble. Les pompiers se rassembleront à Paris du 26 au 28 septembre et entreront en grève aux côtés des agents des services publics le 29 septembre. La fédération SUD-Rail appelle également à la grève le même jour, et plusieurs syndicats CGT appellent le privé à rejoindre la mobilisation. La date du 17 octobre, appelant à un retour du mouvement Gilets jaunes et à un octobre rouge, commence à faire parler d'elle et suscite une certaine inquiétude de la part du gouvernement. Faisons converger toutes nos colères pour frapper ensemble !

Un été suffocant

Cet été a été le plus chaud jamais enregistré depuis les premiers relevés météorologiques. Nous l'avons tous vécu comme une longue canicule, éprouvante pour les corps. Pourtant, le travail n'a été adapté qu'en fonction des pannes du matériel roulant et des infrastructures ferroviaires, qui supportent encore plus mal la chaleur que nous ! Pour le reste, la direction n'a pris aucune mesure pour nous protéger de la chaleur.

Sur les voies, des agents de l'équipement ont travaillé à proximité de rails dépassant les 65 degrés. Dans les ateliers, les cabines des locomotives de manœuvre ont atteint plus de 50 degrés. Des caméras-piétons de collègues ASCT ont même explosé sous l'effet de la chaleur. Et ce ne sont que quelques illustrations des conditions dans lesquelles nous avons dû travailler cet été.

Travailler dans ces conditions a été un calvaire que la direction nous resservira été après été si on la laisse faire.

Un mail affligeant

Le PDG Jean Castex s'est fendu d'un mail pour nous remercier du travail de cet été : ça ne lui coûte rien. Mais que met-il sur la table pour nos conditions de travail et pour que l'an prochain soit différent ? Rien. Quelques glaces au congélateur et ça repart ?

Suprise sur prise

Il n'y a pas que les caméras-piétons des ASCT qui explosent à la figure de leurs propriétaires. C'est également arrivé à celle d'un brigadier-chef de la police municipale de Carcassonne, qui l'a déclenchée par erreur. Résultat : six heures de propos racistes, misogynes et anticomunistes.

Pour un brigadier-chef membre du RN et garde du corps occasionnel de Bardella, la caméra n'aura fait que confirmer le programme.

Les profits sur de bons rails... les travailleurs laissés à quai

Au cours de l'été, on a appris que le bénéfice net de la SNCF avait atteint 1,2 milliard d'euros au premier semestre 2026. C'est 26,3% de plus que l'an passé... et 736% de plus qu'en 2024. Mais où est passé cet argent ? Dans l'installation de la clim aux ateliers ? Dans nos salaires ? Dans des embauches ?

Mieux vaut guérir que prévenir

Au TCB, l'ancien levage se fait désosser. Les travaux devaient seulement se faire l'après-midi mais à 8h on a déjà le droit aux bruits et vibrations des machines. Toujours à la pointe de la prévention, la direction a installé un micro pour mesurer les décibels. Vivement qu'ils nous fassent un REX pour nous expliquer que les travaux ça fait du bruit.

Soutien à la grève des travailleurs de Keolis

Le 1er août dernier, un millier de salariés de la RATP étaient transférés à Keolis dans le cadre de l'ouverture à la concurrence des bus de Paris et de la petite couronne. Le transfert a servi de prétexte au nouvel employeur pour s'en prendre aux conditions de travail.

Jeudi dernier près de 500 travailleurs, contrôleurs, mainteneurs et conducteurs de bus et de tram se sont mis en grève. Cette grève est la meilleure réponse que pouvait donner les collègues de Keolis : le nouveau patron ne fera pas sa loi ! Une grève qui pourrait nous inspirer ?

29 septembre : grève et manifestation pour les salaires dans la fonction publique

Mardi 29 septembre, les agents de la fonction publique seront en grève et dans la rue pour réclamer de meilleurs salaires. Une occasion de les rejoindre et de faire converger nos revendications : l'urgence salariale concerne tous les travailleurs ! À Strasbourg, rendez-vous à 14h, place Kléber, pour la manifestation.

Nouveau racket en vue : les arrêts maladie

À la recherche d'économies sur les budgets de l'État et de la Sécurité sociale, Le Premier ministre, Sébastien Lecornu, a découvert un nouveau gisement : les arrêts maladie. La principale mesure consisterait à ramener de trois à un an la durée d'indemnisation d'une partie des affections longue durée (ALD) comme le mal de dos ou la dépression, sous prétexte de lutter contre des « abus ». Pourtant l'augmentation du nombre de ces malades est largement due à la dégradation des conditions de travail, de plus en plus difficiles et devenues souvent insupportables. Mais qu'importe pour le gouvernement : il se fiche bien de la maladie, ce qui l'intéresse, c'est de racketter les malades ! Et si la taxe un instant évoquée sur les surprofits des grandes entreprises, pourtant bien timide, a été abandonnée, les ponctions sur les retraites, elles, de l'ordre de six milliards, sont toujours à l'ordre du jour. Le budget 2027 s'annonce bien comme une nouvelle attaque d'envergure contre le monde du travail.